

Société & Solidarités

CHLORDÉCONE : INQUIÉTUDE AUX ANTILLES

Le deux sénateurs PS de Guadeloupe, Victorin Lurel et Victoire Jasmin, s'inquiètent de ce que le chlordécone et le paraquat, deux pesticides dangereux longtemps utilisés aux Antilles et aux graves conséquences sanitaires, pourraient ne pas être intégrés dans la proposition de loi créant un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques.

3 693

C'est le nombre de morts sur les routes de France enregistré en 2017, soit 45 de moins qu'en 2016 (-1,2%), a annoncé jeudi la sécurité routière.

Les conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation (CPIP) sont-ils, une fois de plus, les grands oubliés de l'administration pénitentiaire ? Alors que leurs collègues surveillants viennent d'arracher la promesse de la création de 1100 postes et une enveloppe de 30 millions d'euros d'indemnités, plus de 500 Cpip étaient rassemblés jeudi place de la Madeleine, à Paris, pour exiger que l'État leur octroie la reconnaissance promise. En mai dernier, à la suite d'une forte mobilisation, la profession avait obtenu du gouvernement sortant la signature d'un texte validant une revalorisation statutaire et salariale, sous la forme d'un passage en catégorie A de la fonction publique. Signé et même budgétisé à hauteur de 7 millions d'euros sur trois ans, le texte aurait dû être mis en application à partir de jeudi. Mais il dort dans les tiroirs du ministère.



Le mouvement de jeudi à Paris était destiné à empêcher le gouvernement d'enterrer la réforme promise et attendue. Julien Jaulin/hanslucas

« Chaque conseiller accompagne en moyenne 100 à 120 personnes » « À un moment, on nous a dit que l'application allait être reportée au 1^{er} février 2019. Mais le texte n'a même pas été transmis au Conseil d'État pour avis, et nous n'avons aucune assurance qu'il va être appliqué », constate Delphine Colin, secrétaire nationale CGT insertion et probation, premier syndicat de la profession. Après des mois de rencontres inutiles avec la ministre de la Justice, l'Élysée et Matignon ont annulé sine die la rencontre prévue le 25 janvier dernier avec les représentants des CPIP. Prévue bien avant le mouvement des gardiens de prison, la mobilisation de jeudi - particulièrement importante pour des personnels qui n'ont pas le droit de grève et sont contraints pour pouvoir manifester de poser un jour de congé - était destinée à empêcher le gouvernement d'enterrer la réforme promise et attendue.

« Notre charge de travail est énorme. Chaque conseiller accompagne en moyenne 100 à 120 personnes, alors que le ratio théorique fixé par le Conseil de l'Europe et la Commission nationale des droits de l'homme, c'est 40 à 50 personnes », explique Delphine Colin.

JUSTICE

Les Cpip, ces agents oubliés des prisons

Plus de 500 personnels pénitentiaires chargés de la réinsertion ont manifesté jeudi pour obtenir l'application des revalorisations statutaires promises par l'État en mai dernier.

Un chiffre idéal qui figure d'ailleurs dans le programme de l'ex-candidat Macron. À seulement 3 000, les conseillers prennent en charge 77 000 personnes en milieu fermé et 173 000 en milieu ouvert, parmi lesquelles ceux sous bracelets électroniques.

Leur tâche consiste à aider à la réinsertion en faisant le lien avec d'autres services sociaux pour l'accès à l'emploi, au logement ou encore à la santé. « Nous essayons de donner un sens à leur peine et à trouver une place dans la société », résume la syndicaliste. Un travail qui doit être personnalisé et demande d'autant plus de temps que les personnes suivies sont précarisées, quand elles ne souffrent pas de troubles psychiques.

« Trop de sécuritaire amène l'insécurité »

Mille postes supplémentaires avaient été prévus avec la réforme Taubira, mais beaucoup ont servi à remplacer des départs à la retraite ou ont été absorbés par les services chargés de repérer la radicalisation. La hausse a aussi été compensée par l'augmentation de la population carcérale, liée à la pénalisation croissante de certains comportements du quotidien comme le squat, et par la multiplication des missions à remplir.

« Nous avons calculé que le report de l'application de l'accord équivalait pour chacun à une perte de 1 000 à 6 000 euros sur trois ans », explique Delphine Colin. Mais pour cette profession très largement féminine - comme toutes les professions du secteur pénitentiaire qui n'ont jamais été revalorisées -, au-delà d'une amélioration statutaire, c'est la reconnaissance de leur utilité dans la société qui est en jeu. Face au triomphe de l'idéologie du tout-répressif, « nous estimons au contraire que trop de sécuritaire amène l'insécurité », souligne Delphine Colin. Pour les CPIP, l'amélioration de la sécurité pour le personnel pénitentiaire passe d'abord par une amélioration des conditions de détention et par le développement d'une vraie politique de réinsertion. Un programme qui suppose une revalorisation de leur statut. •

CAMILLE BAUER

Racisme Moins d'actes en 2017 mais plus de violences antisémites et antimusulmanes

C'est un bilan paradoxal qu'a livré mercredi soir le ministère de l'Intérieur, dans la foulée de la vague d'émotion et d'indignation suscitée par l'agression antisémite qui a touché un garçon de 8 ans, à Sarcelles, lundi. Selon la Place Beauvau, les actes racistes ont globalement diminué en 2017, avec 950 faits recensés (-16%). Soit loin du seuil de 2000 actes, dépassé en 2015 dans la suite des attentats djihadistes de janvier et novembre. Problème : ce recul général des actions (violences, incendies, dégradations...) et menaces (propos, inscriptions, courriers injurieux, etc.) racistes cache « une augmentation des faits (...) d'actions violentes » dirigées contre les minorités, en particulier contre les musulmans (de 67 à 72) et contre les juifs (77 à 97). « Toutes ces actions constituent de véritables insultes à la République, qu'il nous faut sanctionner et continuer de combattre sans relâche », note le ministère dans son communiqué. Voir nos infographies sur humanité.fr •

Lactalis L'usine de Craon contaminée depuis... 2005 !

L'Institut Pasteur en est désormais convaincu : la bactérie présente dans l'usine de lait infantile Lactalis à l'origine de deux épidémies de salmonellose chez des nourrissons en 2005 et 2017 a subsisté entre ces deux dates, causant 25 autres cas sporadiques en une décennie. Ces analyses accréditent l'idée selon laquelle cette usine de Craon (Mayenne), rachetée par Lactalis à son concurrent Celia en 2006, est restée contaminée pendant toutes ces années. Ce qu'avait admis à demi-mot le PDG de Lactalis, Emmanuel Besnier, dans un entretien avec les Échos jeudi. Puisque des salmonelles ont été trouvées « dans l'environnement » de l'usine entre 2005 et 2017, « on ne peut donc pas exclure que des bébés aient consommé du lait contaminé sur cette période », a déclaré le dirigeant, assurant toutefois que les analyses sur les produits finis avaient toujours été « conformes aux exigences sanitaires ». •

ALEXANDRE FACHE

COURSES HIPPIQUES AVEC P. ROSSO

NOTRE CHOIX POUR LE QUINTÉ

Vendredi à Pau • Obstacle R1 • 2 ^e course à 13h47 • Steeple • Hand. • 16 part. • 4.000 m. Corde à droite •	Samedi à Vincennes • Trot R1 • 4 ^e course à 15h15 • Attelé • 14 partants (10+4) • 2.850 m. GP - Corde à gauche •
BASES 2. ARGENTIER 6. LONDON WHALE 7. GO FOR DE HOUELLE 1. SPEED FIRE	BASES 8. BLACK JACK FROM 14. BLÉ DU GERS 5. VAILLANT ZAILER 7. VIXEL
CHANCES 4. BAGDAD CAFÉ 15. KATHOA 3. BABY BOY 11. COOL DE TOUZAINE	CHANCES 10. BAHAMAS QUICK 9. ANDIAMO DE MONCHEL 11. BORA BORA IEL 4. VICOMTE DE CORVEIL
LE BON FAVORI : ARGENTIER	LE BON FAVORI : BLÉ DU GERS
L'OUTSIDER REPÉRÉ : BAGDAD CAFÉ	L'OUTSIDER REPÉRÉ : ANDIAMO DE MONCHEL
Dimanche à Vincennes - Q+ - Prix d'Afrique-Champtoncé - Trot - 2.850 m. G.P. : CLEANGAME • CAPRICE DU LUPIN • COLONEL • CHRISTO • BOY DANCER • CUPIDON FOR EVER • BEFORE SOON • CHO OYU YEDAQUAIS	
Puis : AS BLUE • ATHOS DU MAÛLET • CHANCE DES DOUITS • AREDO D'ÉAM	